

Une histoire des médias

Jean-Noël Jeanneney

Une histoire
des médias
des origines à nos jours

CINQUIÈME ÉDITION
REVUE ET AUGMENTÉE

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-0212-8164-4

(ISBN 978-2-02-034841-6, 1^{re} publication poche
ISBN 978-2-02-013114-8, 1^{re} publication)

© Éditions du Seuil, 1996, 2001, 2011, 2015.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

INTRODUCTION

LES MÉDIAS ET L'OPINION

L'histoire des médias embrasse un champ immense. En se donnant la tâche d'étudier au cours des âges la représentation que les sociétés se font d'elles-mêmes et des autres, et la multiplicité des efforts déployés par tous les acteurs du jeu pour modifier cette image au gré de leurs desseins particuliers, elle recoupe tous les domaines de la recherche et concerne la plupart des activités humaines, publiques et privées.

Ainsi touche-t-elle directement à l'évolution des mentalités collectives, avec cette dialectique complexe qui s'organise, à chaque époque et dans chaque pays, entre une information que structure la culture propre de ceux qui l'élaborent et, d'autre part, les réactions du public qui les influencent en retour ; à la vie politique, si intimement marquée par une presse écrite ou audiovisuelle que tant de liens rattachent à l'État et par l'obsession du miroir où les dirigeants se contemplant ; à l'activité économique, puisque les journaux, les radios et les télévisions sont – aussi – des entreprises dont la prospérité, donc la liberté, dépendent directement des lois du marché ; aux équilibres sociaux qu'éclaire le comportement des professions – journalistes, typographes, « animateurs », techniciens, etc. – qui ont chacune leur originalité et leurs traditions ; aux mutations des techniques, qui agissent de si près sur les rythmes de la circulation des nouvelles, sur leur mise en forme et sur leur définition même...

Ce foisonnement n'est pas pour rien dans la séduction intellectuelle et civique du sujet. Point d'euphorie cependant : il serait imprudent de se laisser emporter trop loin par l'allégresse d'une curiosité spontanée sans prendre aussitôt la mesure des difficultés particulières de l'étude.

Le premier danger est celui d'une dispersion de l'attention, à cause de la diversité des objets auxquels elle doit s'attacher et de la grande variété des cas et des situations : qu'il suffise de songer à l'océan des journaux de toutes catégories et de toutes dimensions, au nombre presque décourageant des agences de presse, des radios et à présent des télévisions, hertziennes ou câblées. On est menacé constamment par l'éparpillement et, en sens inverse, si on cherche à y échapper, on court le risque de perdre de vue la réalité dans sa complexité au profit de remarques trop statistiques, trop générales, trop abstraites.

Un autre problème résulte du déséquilibre de la documentation entre, d'une part, l'immense quantité de papier imprimé et conservé et, de l'autre, la pauvreté fréquente des archives d'entreprise qui permettent de décrire l'institution d'un journal, d'une station de radio, d'une télévision... Les gens des médias ont rarement la tête historienne et, dans la mémoire des acteurs, c'est souvent l'anecdote qui domine, plutôt qu'une chronologie sûre et le sens des mouvements d'ensemble. Dans ces métiers, un événement chasse l'autre, et chacun tend à vivre dans l'instant, à garder peu de papiers personnels, à ne guère se préoccuper du passé d'une façon réfléchie et organisée (excepté le cas de quelques brillants historiens-journalistes). Ajoutez que dans l'audiovisuel les problèmes de conservation et de consultation des archives – tant de paroles dites, tant d'images montrées ! – sont spécialement aigus, et qu'il en découle, pour l'époque récente, un risque d'exagération de l'importance relative de l'écrit, puisque les traces en sont plus aisément disponibles.

La troisième difficulté est plus directement intellectuelle : elle provient du flou de la notion même d'opinion publique – ce champ dans lequel les médias exercent leur influence, vers lequel ils dirigent tous leurs efforts. L'opinion publique, notion essentielle pour qui se mêle d'histoire des médias, mais difficile à appréhender, faussement claire et qui souvent, quand on croit la saisir, s'échappe comme du sable entre les doigts. À Pierre Laborie, l'un des auteurs qui s'est mêlé avec le plus de pertinence de cette question – à propos de Vichy –, j'emprunte l'inventaire qu'il a fait des adjectifs dont les historiens affublent d'ordinaire la notion d'opinion publique : insaisissable, inconstante, fragile, versatile, ambiguë, inconséquente, incohérente, amnésique... Le même auteur cite à ce propos le mot de Roland Barthes : « La stérilité menace tout travail qui ne cesse pas de proclamer sa volonté de méthode. » Comment se dérober à quelque réflexion sur cela, d'entrée de jeu ?

Jadis, l'historiographie de l'opinion publique, pour surmonter ce malaise initial, inclinait à se replier sur le plus menu, en évitant de se poser le problème méthodologique de la différence entre l'opinion publique et la presse, et de fait en assimilant l'une à l'autre. On a vu pendant longtemps fleurir à la Sorbonne des mémoires du type : « *Le Figaro* devant la crise du 13 mai », « La presse des Côtes-du-Nord et la guerre des Six-Jours », « Le Liechtenstein dans *Le Petit Écho des Ardennes* ». C'était commode pour les professeurs chargés de distribuer des sujets, mais peu stimulant pour une compréhension synthétique.

Première question : cette opinion, comment y accéder ? Marquons notre chance pour la période contemporaine : nous vivons à l'époque des sondages. L'histoire en est toute récente, au regard de la longue durée – moins de quatre-vingts ans. C'est dans les années 1930 qu'on a vu

apparaître l'Institut Gallup aux États-Unis, l'IFOP en France, etc., événement qui renouvelle la connaissance de l'opinion publique, mais pose à peu près autant de problèmes qu'il n'en résout.

Car les sondages, pour précieux qu'ils soient, sont comme le lit de Procuste. Ils simplifient la complexité des sentiments et des attentes pour les faire entrer de force dans leurs cases préétablies et avec eux on court le danger d'additionner sous une même étiquette des données dissemblables. Il est improbable que les mots, partant les questions posées, aient le même sens pour tous les individus ; la diversité des sensibilités et des cultures implique forcément que les additions ont quelque chose d'artificiel. Sans compter que ne sont pas toujours prises en compte les différences d'intensité dans les choix et les convictions, différences qui peuvent être pourtant, historiquement, de tant d'importance.

C'est dans le cas des enquêtes qui précèdent immédiatement un vote que le phénomène est le moins gênant : même s'il peut se produire des changements entre l'instant des questions posées et celui du scrutin, il y a là une sorte de photographie qui certes est réductrice, mais pas plus que ne l'est le vote lui-même, dans sa sèche simplicité.

Dans tous les autres cas, les risques de déformation existent et, si l'on veut mieux apprécier les mouvements profonds des sensibilités, il faut faire appel aussi à d'autres sources. Parfois, on procède à des interviews rétrospectives, difficiles à manier, dans un domaine où la mémoire est spécialement fragile. La connaissance de la suite de l'Histoire modifie en effet l'idée que les acteurs se font de leur comportement au cours des périodes anciennes sur lesquelles on les interroge. Plus qu'ailleurs on est menacé par ces deux grands ennemis de toute lucidité historique que sont l'anachronisme et l'interprétation téléologique : tendance à plaquer les sentiments d'aujourd'hui sur des

époques antérieures et tendance à reconstruire le passé et l'attitude qu'on y a eue parce que l'on sait à quoi on a abouti dans le présent, en termes politiques comme en termes moraux. Ce dangereux confort conduit à beaucoup de déformations rétrospectives, souvent de bonne foi. Donc, dans l'étude de l'opinion publique, plus encore qu'ailleurs, il faut privilégier les sources contemporaines des événements étudiés.

De ces sources, il y a trop-plein plutôt que disette. En dehors même de la presse, que je laisse provisoirement de côté, on peut citer les correspondances privées, les notes et les journaux intimes, toutes les réactions personnelles fixées à chaud par écrit, les discours rituels qui scandent la vie civique – de la fête nationale à l'inauguration des monuments aux morts –, les graffiti sur les murs, pour ne pas parler, au *XX^e* siècle, des écoutes téléphoniques qui premièrement n'existent pas, comme chacun sait, qui deuxièmement sont régulièrement supprimées, et qui troisièmement ne laissent guère de trace dans les archives publiques...

À côté de ces sources brutes, il faut faire un sort aux sources « secondaires » ; autrement dit, toutes les interprétations de l'opinion publique par des contemporains. On sait l'importance des rapports de police, en particulier des Renseignements généraux, dans le fonctionnement d'une démocratie : les RG délèguent dans toutes les grandes manifestations, politiques et syndicales, des fonctionnaires qui prennent note de ce qui s'est dit et le relatent pour leurs chefs. Il y a aussi les rapports de préfets, les dépêches des diplomates sur les pays où ils sont en poste... Jean-Jacques Becker, dans sa thèse consacrée à l'opinion publique au début de la guerre de 1914-1918, a mis au jour d'autres témoignages éclairants : le ministre de l'Instruction publique avait pris l'initiative de demander à tous les instituteurs de France de tenir la chronique de l'évolution des sentiments dans les quartiers

et dans les villages où ils enseignaient, et ce qui reste de ces documents est riche.

Malheureusement, cette abondance n'implique nullement que tout le champ soit couvert, ni qu'il ne soit pas facilement incompris. D'abord parce que les sources se recopient entre elles. Les dépêches que l'on trouve dans les archives des ministères des Affaires étrangères sont souvent le simple reflet des rumeurs qui circulent dans les salles de rédaction, ou de ce qui se colporte dans les salons fréquentés par les diplomates, avec une tendance chez tous à prendre la répétition des mêmes affirmations pour une garantie de leur pertinence.

Il faut avoir conscience qu'existent toujours des effets de déformation entre ce que les citoyens éprouvent et ce qu'on en connaît. Les filtres sont nombreux. L'historien lui-même risque d'apparaître comme un médiateur de plus, un voile supplémentaire entre la réalité de ce qui a été ressenti et ce que l'on peut en dire après coup.

Considérons un exemple démonstratif : la correspondance des combattants en 1914-1918. On dispose là d'une source extraordinaire, d'autant plus importante qu'il s'agit d'une période où la censure militaire rend la presse particulièrement infidèle à ce qu'éprouve le public. À l'origine, les militaires ont instauré la censure des lettres pour débusquer les méchants pacifistes, ceux qui étaient supposés répandre l'esprit de défaitisme. Puis, très vite, la hiérarchie s'est aperçue que ces commissions de contrôle postal – qui lisaient toutes les lettres à destination de l'étranger et à peu près une lettre sur vingt du courrier intérieur – ne seraient guère utiles contre des meneurs ou des fauteurs de troubles qui, sachant pertinemment l'existence de la censure, se garderaient dans leurs missives de toute imprudente franchise ; mais qu'elles seraient précieuses pour appréhender, dans ses variations, le moral des combattants des tranchées, facteur décisif dans toute guerre. Source capitale donc, et surabondante. Oui. Mais

les combattants nous disent-ils vraiment ce qu'ils pensent ? On constate vite, à la lecture des rapports des commissions de contrôle postal, qu'ils sont de sincérité inégale selon leurs correspondants : artificiellement plus optimistes, par exemple – pour ne pas inquiéter –, quand ils écrivent à leurs parents que quand ils écrivent à leur femme. De surcroît, les censeurs qui ont ouvert les lettres et recopié des extraits n'introduisent-ils pas une autre déformation ? N'ont-ils pas tendance à privilégier le rare, le surprenant, l'excessif, par rapport à l'opinion moyenne ? Et enfin l'historien lui-même, armé de sa culture d'aujourd'hui (ou gêné par elle), interprète-t-il bien ce qu'il lit ?

Par rapport à toutes ces sources concurrentes, comment situer les médias ? Leur relation avec l'opinion publique est bien plus compliquée qu'on ne peut le croire naïvement : s'il est vrai qu'ils cherchent à plaire à leurs lecteurs, en rejoignant leurs préférences, ils peuvent se tromper sur ce que ceux-ci aimeront lire ou entendre. D'autre part, à leur désir de séduire pour être prospère se mêle souvent, à un degré variable, l'espoir d'influencer les comportements ; et cela conduit à prendre en compte le jeu complexe des forces diverses qui pèsent tantôt ouvertement, tantôt secrètement sur ces médias : forces politiques, influences financières, argent caché...

Voyez la crise de Munich en septembre 1938. Pendant longtemps, on nous a affirmé que l'immense majorité de l'opinion publique française était « munichoise », après les concessions dramatiques qu'avaient consenties les démocraties à Hitler et à Mussolini, en sacrifiant la Tchécoslovaquie alliée. Pendant longtemps on nous a dit, en se fondant notamment sur les débats parlementaires, que chez les politiques seuls les communistes et quelques individualités isolées s'étaient prononcés clairement contre les accords. En étudiant la presse de l'époque, on constatait que, hormis quelques titres – *L'Humanité* à l'extrême gauche, *L'Époque* d'Henri de Kérillis du côté

de la droite –, les journaux portaient tous le message que l'opinion presque entière refusait une politique de résistance à Hitler, qu'il n'était guère de Français qui fussent prêts à mourir pour Prague.

Or les historiens se sont récemment avisés de l'existence, à l'époque, des premiers sondages. Jean Stoetzel venait de fonder l'Institut français d'opinion publique. Le premier numéro de sa revue, *Sondages*, est paru le 1^{er} mai 1939, et il donne une réaction sur Munich. Que constate-t-on ? Que 57 %, certes, des Français approuvent les accords au lendemain de l'événement lui-même, mais que 37 % leur sont hostiles, 6 % seulement étant sans opinion ; encore ne sait-on pas, pour les 57 %, s'ils approuvent beaucoup, un peu, du bout des lèvres. 37 % sont beaucoup plus que les électeurs du Parti communiste : le chiffre est égal à trois fois l'audience du PCF aux élections législatives de 1936. De la même façon, on constate qu'en juin-juillet 1939 un Français sur six seulement, après le deuxième coup de force contre Prague en mars 1939, refuserait de « mourir pour Dantzig » – selon le titre d'un article fameux de Marcel Déat.

Ainsi parvient-on à une vérité beaucoup plus nuancée que ce qu'on nous a longtemps enseigné. Mais, en même temps, il est bien vrai que, comme le disait Raymond Aron, en histoire, « une idée fausse est un fait vrai ». L'idée fausse que les hommes politiques ont pu se faire, à partir de la lecture de la presse, de l'état réel de l'opinion publique n'a pas été sans influencer leurs choix et leurs comportements. Daladier, partant pour Munich, lit la presse dans l'avion, et elle lui dit, en gros : « Cédez, Monsieur le Président ! » Cela n'a pas manqué de peser sur son attitude, aux côtés de Chamberlain, en face de Hitler.

Au demeurant, dans ce jeu de miroirs, dans cette construction en « abyme », pour apprécier l'influence des médias sur l'opinion publique, il ne faut pas considérer seule-

ment le poids des éditoriaux, soit bien séparés (principe anglo-saxon), soit mêlés subrepticement aux récits (schéma supposé latin), mais tout autant le vaste domaine qui constitue ce qu'on a appelé quelquefois « le politique du non-politique ».

Il s'agit notamment de la presse spécialisée, la presse féminine, la presse pour enfants, la presse culturelle, la presse sportive, qui contribuent à la « socialisation politique » d'une population.

J'emprunterai quelques exemples à Pierre Milza : à l'occasion d'un colloque sur les relations entre l'opinion publique et la politique étrangère organisé par l'École française de Rome en 1980, il avait développé une réflexion à ce sujet. Les deux premiers cas concernent les relations franco-allemandes dans l'entre-deux-guerres. Et d'abord les vives tensions qui surgissent quand le chancelier Brüning, en mars 1931 (deux ans avant l'arrivée de Hitler au pouvoir), s'efforce de mettre sur pied un « Anschluss économique », union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, qui apparaît tout à fait contraire aux traités de 1919. L'émotion est immédiate et vive dans l'opinion française. Or il se trouve qu'au même moment un important match de football oppose, à Paris, les équipes de France et d'Allemagne : l'ambiance de la rencontre, les comportements chauvins, les cris, les réactions même des joueurs interviewés dans les vestiaires offrent fidèlement le reflet de l'intensité de cette opposition entre les deux pays, mieux que beaucoup d'articles parus sous la rubrique « Affaires étrangères ».

Un deuxième exemple est fourni par *La guerre de Troie n'aura pas lieu*. Cette pièce célèbre de Jean Giraudoux, qui date de 1935, est marquée par la « montée des périls ». Elle est donnée à Paris en pleine bataille des sanctions dirigées contre l'agression italienne en Éthiopie. D'où naît toute une agitation, révélatrice d'un moment

d'une sensibilité collective qui complète utilement ce qu'apportent les éditoriaux des journaux politiques.

Le troisième exemple concerne les relations entre la France et les États-Unis, en 1952. C'est le moment de la campagne communiste contre la présence américaine en Europe, sur le slogan « *Ridgway go home* » (le général Ridgway commande alors les troupes américaines en Europe). Manifestations, banderoles, inscriptions sur tous les murs. Roger Vailland, écrivain proche du Parti communiste, fait jouer une pièce violemment anti-américaine qui s'appelle *Le colonel Foster plaidera coupable*. Le général Ridgway doit arriver quelques jours plus tard. De violentes bagarres éclatent autour du théâtre.

Voilà un bon rappel à l'historien de l'intérêt – propre à protéger contre le découragement – d'aller chercher son miel, moyennant de nombreuses précautions intellectuelles, et avant d'en revenir aux médias, dans des directions diverses et parfois inattendues.

On n'en est pas quitte pour autant. Car cette notion même d'opinion publique que les journaux évoquent constamment est faussement claire. C'est un être de raison, une construction abstraite. Il n'existe à proprement parler *une* opinion publique à aucun moment, et, au fond, c'est par convention qu'on emploie l'expression au singulier. Dans la réalité concrète, on a affaire à une grande multiplicité d'attitudes et de réactions aussi nombreuses que les régions, les professions, les situations sociales, les écoles de pensée, les familles d'esprit. Constamment, il faut faire des distinctions sociologiques, géographiques, selon les sexes ou les classes d'âge...

Ces distinctions s'imposent spécialement en période de crise. Il est encore plus difficile, par exemple (ce qui a permis beaucoup d'appréciations trop péremptoires), de saisir « l'opinion publique » au moment de l'exode de 1940 en France que dans des périodes plus calmes. Pour-

quoi ? Parce que les gens étaient déracinés, arrachés à leur environnement ordinaire, qu'ils n'avaient pas l'occasion de « cristalliser » de la même façon leur interprétation des événements parmi leur entourage familial. Ajoutez l'effet de la censure : lorsque apparaît un risque de dénonciation policière pour ceux qui pensent mal et qu'une chape de plomb tombe sur les médias, la dispersion s'accroît dans l'opinion, puisque les moyens ordinaires de circulation de l'information et d'élaboration des réactions s'étiolent ou disparaissent.

Donc, l'historien se méfie des affirmations de certains sociologues qui plus que d'autres se sont risqués à parler d'une opinion publique considérée comme un tout. Je me fonde sur l'article de Georges Burdeau consacré à ce sujet dans l'*Encyclopædia Universalis*. Pour lui, il n'existe d'opinion publique que dans un cadre consensuel fortement marqué. « Si l'on veut conserver à l'opinion publique sa spécificité, écrit-il, il convient de mettre en relief sa généralité et, pour tout dire, sa vocation à être dominante. » À l'en croire, on ne pourrait parler d'opinion publique que dans les cas où existe un consensus majoritaire portant avec clarté des idées fortes. L'historien des médias a tendance, au contraire, à multiplier les sous-distinctions et il se prend à penser parfois que l'opinion publique en général n'existe à aucun moment.

Au surplus, il faut réintroduire cette notion d'intensité à laquelle, je l'ai dit, les sondages ne permettent guère d'accéder convenablement. Nous savons bien, par expérience personnelle et historique, que l'opinion intense d'une minorité active pèse souvent plus sur le cours des choses que les réactions molles d'une majorité nonchalante. Les médias sont d'autant plus acérés, d'autant plus fermes qu'ils ont une clientèle précisément définie. Pour prendre des exemples au temps de l'âge d'or de la presse française avant 1914, c'est l'opposition entre tel organe de défense des chasseurs de palombes et *Le Petit Parisien*,

quotidien populaire qui tend toujours à arrondir les angles pour chercher le plus grand commun dénominateur supposé des réactions de son public (on n'est pas loin de TF1 aujourd'hui...). Entre les deux, les journaux d'opinion : les *Débats*, par exemple, du côté de la droite bourgeoise installée, grave, sérieuse et pusillanime, ou *L'Humanité*, du côté des socialistes, ont évidemment des traits plus marqués.

Un troisième axe de réflexion concerne les rythmes de l'opinion. Il serait fallacieux de croire que celle-ci s'organise dans le temps selon cette évolution linéaire que laissent imaginer les journaux. Chaque instant de l'opinion publique, ou *des* opinions publiques, se définit en réalité à partir de strates temporelles différentes évoluant selon des cadences diverses. Les médias se situent en apparence du côté du plus instantané, du plus mobile, mais ceux qui y travaillent sont eux-mêmes influencés par des évolutions plus lentes.

Reprenons l'exemple des combattants de 1914, sur lesquels leur correspondance renseigne si bien et considérons les mutineries de 1917. Sous l'effet de la fatigue, de l'échec de l'offensive du général Nivelle, des hivers qui ont succédé aux hivers, du trop-plein de douleurs et de privations, des régiments se révoltent et refusent de monter en ligne. Or que lit-on dans les lettres des soldats, en avril 1917 ? Non pas seulement les motifs immédiats de la révolte, mais aussi des attitudes plus lentement élaborées, sur le moyen terme, des attitudes plus stables nées de la guerre, qui font embellir les privilèges de la vie des civils à l'arrière, et fantasmer sur la grève des « midinettes » des ateliers de couture... Attitudes des paysans en face des ouvriers, aussi bien ; ces ouvriers qu'on rappelle à l'arrière pour travailler dans les usines de guerre, et qui, en plus, font grève parce qu'ils veulent gagner un peu plus d'argent ; alors que les soldats-paysans continuent de mourir dans les tran-

chées... Attitudes durables aussi à l'égard du milieu parlementaire, à l'égard des industriels, à l'égard des généraux et de toute la hiérarchie militaire...

En creusant encore, on discerne un troisième rythme, pluridécennal et peut-être séculaire. Ces lettres donnent à voir comment, sur le long terme, s'est tissée la sensibilité patriotique de la génération des combattants, des Français qui ont alors entre vingt et quarante-cinq ans – avec, saisissante, l'empreinte de l'école primaire. Ce sont les enfants du « petit Lavisse » qui se battent depuis trois longues années d'enfer. Ce manuel d'histoire de classe élémentaire dont Pierre Nora, naguère, a étudié l'influence puissante, est à la source de bien des stéréotypes nationaux. L'image de l'Angleterre ? En 1917 commencent d'apparaître, dans une période très difficile, des incertitudes sur la solidarité britannique et, aussitôt, resurgissent les références automatiques à Jeanne d'Arc et à Fachoda, avec parfois des allusions explicites à ces gravures qui illustraient le volume et qui s'inscrivaient dans la mémoire des enfants plus fort encore que la leçon apprise par cœur. L'image de l'Allemagne ? Les combattants, même les plus frustes, dans leurs souvenirs scolaires, mobilisent la cruauté des Huns venus de l'Est. « Ils sont pires qu'Attila... », le propos est récurrent. Voilà bien le témoignage d'une cohésion autour d'une mémoire nationale, profondément enracinée : c'est le tuf où s'enracinent les attitudes nées de la guerre et les réactions immédiates aux événements successifs.

Telle est donc cette insaisissable opinion avec laquelle les médias, constamment, doivent s'efforcer d'entretenir un commerce efficace. Sa complexité est telle que je ne prétendrai à aucune exhaustivité ni même à répondre complètement à toutes les questions qui viennent d'être posées. Au demeurant, ce livre, issu d'un cours professé en quinze leçons à l'Institut d'études politiques de Paris,

garde délibérément plusieurs traits liés à cette origine. Il ne s'interdit ni les ellipses, ni les digressions, ni les « zooms », ni les « arrêts sur image », ni les anecdotes propres à éclairer les tendances profondes, ni les allusions à notre actualité la plus proche, ni même les réflexions personnelles nées de mes propres expériences dans le monde des médias. Son ambition n'est pas celle des ouvrages les plus érudits envers lesquels, chemin faisant, je reconnaîtrai mes dettes. Je propose simplement – en concentrant l'attention, pour l'essentiel, sur le seul monde occidental – un libre parcours à travers les siècles et les décennies passés, au service des citoyens soucieux de retrouver les couleurs des combats anciens et de préparer les prochains.

NOTE SUR LA 4^e ÉDITION

Le projet et le dessein de ce livre, publié une première fois en janvier 1996, remontent à un temps où la Toile et le multimédia n'avaient pas encore pris leur place dans l'univers dont il est question ici. Pour la deuxième édition, proposée peu après en format de poche, et pour les traductions en langues étrangères (en grec, italien, portugais, roumain, turc et chinois, à Pékin et à Taïpei), j'avais apporté seulement quelques aménagements de détail, en actualisant diverses données. Dans la troisième édition, parue en avril 2001, et réimprimée depuis lors quasiment telle quelle, j'avais ajouté un chapitre consacré à l'émergence d'Internet et à ses premiers effets dans le champ de la communication, en rivalité ou en complément avec les médias qui l'ont précédée. Près de dix ans plus tard, après tant de bouleversements dans le paysage, et le surgissement de tant d'interrogations inédites, cette dernière partie de l'ouvrage appelait une refonte à laquelle j'ai procédé, tout en assurant des mises à jour dans le cours des autres chapitres. Quelles que soient les

formidables incertitudes quant à la suite, il me semble que les émotions, les angoisses, les imaginations, les énergies neuves suscitées par les nouvelles technologies peuvent être utilement replacées sous la lumière d'une perspective historique de long terme.

Décembre 2010

NOTE SUR LA 5^e ÉDITION

Quatre ans après l'édition précédente, diverses mises à jour ont été faites, et la bibliographie a été complétée.

Février 2015

Conclusion. L'histoire des médias et l'avenir des démocraties	399
L'identité nationale	400
La transparence et le secret	402
Le nouveau forum	407
Bibliographie	413
Index	431

COMPOSITION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2015 N° 123317 (00000)
Imprimé en France